

Consultation publique ARCEP RGESN 2023

Auteur du rapport :

Jean-Baptiste Audras

Directeur technique chez Whodunit

jean-baptiste@whodunit.fr

Le 8 novembre 2023

À propos

Ce document vise à rassembler les retours de l'agence Whodunit dans le cadre de la consultation de l'ARCEP de novembre 2023 portant sur le RGESN.



L'agence Whodunit est un prestataire spécialisé sur le CMS WordPress depuis 15 ans. Elle a entre autres travaillé sur 4 sites de l'ADEME (notamment la refonte de ademe.fr) dont la plupart ont fait l'objet d'un audit RGESN et d'une évaluation de conformité faisant suite aux correctifs qui ont été réalisés après audit.

Elle a par ailleurs effectué plusieurs évaluations RGESN pour d'autres sites (groupe Systra, groupe Bouygues via sa filiale Axione, groupe Auditoire) et travaille actuellement sur de multiples projets de sites internet avec un fort objectif en termes d'éco-conception, dont sportsdenature.gouv.fr ou le site de destination touristique de la région Auvergne Rhône-Alpes.

L'agence Whodunit s'implique par ailleurs dans les équipes *Sustainability* et *Performance* du CMS WordPress et a pour objectif de s'assurer de l'implémentation des critères d'éco-conception au sein de ce CMS largement utilisé (environ 43% du web aujourd'hui), ou du moins de s'assurer qu'à minima le système de gestion de contenu ne constitue pas un blocage pour valider les différents critères du RGESN. La réalisation de cet objectif est facilitée par le fait que Whodunit fait partie de la poignée de structures dans le monde à être *core committer* de WordPress – elle dispose donc des “clés” du code source du CMS et à ce titre d'une légitimité importante dans son écosystème.

Réponses aux questions de la consultation

1. Le référentiel général de l'écoconception des services numériques poursuit plusieurs objectifs (en particulier : l'allongement de la durée de vie des terminaux, la limitation des stratégies de captation de l'attention, la minimisation de l'utilisation des ressources et la transparence environnementale des services numériques). Que pensez-vous de ces différentes cibles ?

Ces cibles nous paraissent pertinentes dans le cadre de la démarche.

2. Le référentiel vise à accompagner les démarches volontaires d'écoconception en référençant un ensemble de critères et en prévoyant des outils de transparence et de suivi des efforts accomplis, c'est-à-dire la publication d'une déclaration d'écoconception et le calcul d'un score d'avancement. A cet égard, quels retours souhaiteriez-vous formuler concernant la rédaction d'une déclaration d'écoconception et le calcul du score d'avancement ? Que pensez-vous du tableur d'auto-évaluation optionnel proposé ?

Le principe d'un score d'avancement nous semble de nature à ancrer le référentiel dans une démarche sur le long terme plutôt que de viser un score de conformité "one shot", ce qui est positif.

Nous préconisons de l'accompagner de recommandations concernant l'historicisation et la fréquence des évaluations, en proposant la mise en place d'une évaluation annuelle et par exemple en encourageant les structures à mettre en œuvre un **schéma pluriannuel** de conformité, peut-être en suivant le principe déjà utilisé sur le RGAA.

Cela pourrait donner lieu à l'établissement d'objectifs annuels définis à partir d'une première évaluation, suivis de la mise en place d'une priorisation à l'aide des résultats du score d'avancement.

Cela nous paraîtrait particulièrement pertinent dans la mesure où tous les critères ne peuvent pas être validés dans la même temporalité : certains critères ne nécessitent que des corrections techniques mineures ou la définition et la publication d'une politique d'éco-conception de la part de la structure, alors que d'autres demandent par exemple des changements d'infrastructure conséquents – et possiblement l'ouverture d'un appel d'offre pour changer de prestataire d'hébergement le cas échéant.

La mise en place d'un schéma pluriannuel permettrait dès lors de donner de la visibilité sur les différentes étapes concernant l'amélioration du service numérique.

Après tests, le tableur d'auto-évaluation nous semble quant à lui bien convenir aux besoins de calcul du score d'avancement du service numérique et fournit donc un document de base extrêmement pertinent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue.

3. Pour chacun de ses critères, le référentiel inclut un niveau de priorisation et une estimation du niveau de difficulté de la mise en œuvre. Avez-vous des remarques concernant le niveau de priorisation et/ou de difficulté des différentes pratiques ? Que proposeriez-vous et pourquoi ?

Nous pensons que globalement, il est fort utile et pertinent d'avoir mobilisé les concepts de priorité et de niveau de difficulté de mise en œuvre. Nous avons quelques remarques sur le niveau de priorité/difficulté de certains critères, ainsi que des retours plus généraux sur certains critères.

Critère 1.13 – Le service numérique publie-t-il son code source sous licence open source ?

Si nous soutenons évidemment le principe de publication du code source des services numériques dans un objectif de transparence et de réutilisabilité, nous nous demandons s'il ne serait pas judicieux de scinder ce critère en deux parties, l'une portant sur le fait de **reposer** sur du code open source, et l'autre portant sur le fait de **diffuser** le code source du service numérique.

En effet, il est important que les développements spécifiques réalisés pour un service numérique soient **disponibles** en open source afin de favoriser leur réutilisation par l'éditeur du service pour d'autres services similaires, mais la **diffusion** publique de ce code source peut représenter des difficultés conséquentes : disponibilité d'une plateforme de dépôt de code source et faculté de la structure à pouvoir gérer cette plateforme, de modérer les commentaires et de répondre aux *pull requests* éventuellement déposées par les internautes.

En outre, pour être pleinement utilisable, un dépôt de code open source public doit également être maintenu à jour. Force est de constater que le dépôt [Code.Gouv](#) présente par exemple de nombreux dépôts publics qui ne sont plus maintenus par leurs auteurs alors même que les services numériques liés ont de toute évidence évolué depuis leur création. Nous l'avons expérimenté en tentant de proposer des correctifs sur certains dépôts de code utilisant le CMS WordPress. Ces propositions de correctifs sont soit passées pour lettre morte, soit le dépôt de code a été archivé sous prétexte que celui-ci ne reflète plus l'état actuel de l'applicatif. Les dépôts de code open source « fantômes » ne font par ailleurs qu'accroître la charge serveur de l'infrastructure.

Si le premier cas (le code source est sous licence open source) doit être priorisé avec la mention "recommandé" ou "prioritaire" et avec un niveau de difficulté "facile" à "moyen" (la

plupart du web étant aujourd'hui propulsé sous licence GPL ou équivalent), le second (diffusion de ce code source sur une plateforme publique) nous paraît bien plus délicat à mettre en œuvre et nécessite un investissement conséquent de la part des propriétaires du service numérique.

Il nous apparaît donc dommage de ne pas encourager les structures à utiliser pour leur service numérique des licences open source garantissant la réutilisabilité avec un critère spécifique, sous prétexte que la diffusion du code n'est pas effective.

Critère 3.8 – Le service numérique désactive-t-il les environnements de développement sur les plages horaires où il est inutilisé ?

Si nous sommes convaincus que cela procède d'une intention louable et d'un critère pertinent sur le principe, il peut être délicat à mettre en œuvre sur des environnements de développement mutualisés à plusieurs sites – cette mutualisation étant par ailleurs positive en termes d'empreinte carbone – dont certains seraient liés à des équipes basées sur d'autres fuseaux horaires.

Peut-être qu'il serait judicieux d'indiquer cet exemple de non applicabilité ? En effet, si le serveur de développement est utilisé sur plusieurs fuseaux horaires différents, alors le critère ne nous semble pas applicable puisque le serveur n'a pas vraiment de plage horaire où il n'est pas utilisé.

Par ailleurs, nous pensons que dans la mesure où ce critère repose intégralement sur la capacité de l'hébergeur à mettre en œuvre un pilotage sur-mesure des environnements, il serait peut-être pertinent de relever le niveau de difficulté.

Critère 4.16 – Le service numérique indique-t-il à l'utilisateur que l'utilisation d'une fonctionnalité a des impacts environnementaux importants ?

Le document indique "Pas d'option N/A". Nous pensons que ce critère peut être non applicable dans les cas où aucun traitement ne procède d'une charge exceptionnellement forte.

Dans la partie "Mise en œuvre" de ce critère, le téléchargement de fichiers est cité en indiquant que le poids des fichiers en téléchargement doit être indiqué, ce qui nous semble redondant avec le critère 4.14.

Il serait peut-être préférable de bien séparer les deux critères, peut-être en utilisant des exemples différents et plus précis, et en rendant le 4.16 non applicable si aucun traitement exceptionnellement important n'est présent. La génération en live d'un export ou d'un document PDF puis son téléchargement sur la machine de l'internaute constituent des exemples parlants de traitements exceptionnellement longs.

Critère 4.19 – Le service numérique fournit-il à l'utilisateur un moyen de contrôle sur ses contenus et ses services afin de réduire les impacts environnementaux ?

Les moyens de test/contrôle fournissent une liste d'exemples de moyens visant à mettre en œuvre le critère, suivant de la mention suivante : “Le critère est validé si le service respecte les conditions susmentionnées en fonction des fonctionnalités proposées permettant à l'utilisateur de connaître et/ou de diminuer l'empreinte écologique de son usage.”

Cela laisse à penser qu'il faut nécessairement mettre en œuvre au moins l'un des moyens listés pour être conforme. Nous pensons que cette mention, associée au niveau de priorité “Prioritaire” risque de conduire à la mise en œuvre irréfléchie ou non pertinente de l'un ou l'autre des moyens. Si l'on prend l'exemple d'un site internet institutionnel “simple”, il faudra nécessairement proposer soit un mode sombre, soit un mode “économie de données” permettant par exemple de charger une version dégradée des contenus multimédias. Le deuxième moyen étant très complexe à mettre en œuvre techniquement (et hors de portée du périmètre de bien des projets), cela induit finalement à proposer un mode sombre à tout prix (en exagérant un peu le trait) puisque le critère est jugé prioritaire et de difficulté moyenne. Ce type d'implémentation est soit coûteux, soit contre-productif en passant par exemple par l'utilisation d'un *plugin* tiers sous-performant pour générer un mode sombre en surcouche (système dit *overlay*, du même type que les outils de surcouche d'accessibilité, décriés à juste raison).

Pour résumer nous avons de sérieux doutes sur ce critère et ses modalités d'application et de vérification, et surtout sur les décisions hâtives qui pourraient suivre la volonté de l'appliquer à tout prix compte tenu de son niveau de priorité et de difficulté.

Critère 8.1 – Le service numérique utilise-t-il un hébergement signataire du Code de Conduite européen sur les Datacenters ?

Nous souhaitons porter à votre attention le fait que le code de conduite européen sur les datacenters ne semble considérer actuellement que les hébergements utilisant la climatisation comme système de refroidissement, excluant donc d'autres technologies alternatives telles que les systèmes de refroidissement par immersion.

Actuellement les hébergeurs proposant ce type d'alternatives ne semblent pas pouvoir devenir membres actifs du code de conduite européen. Le critère est donc actuellement invalidé pour des hébergeurs qui pourtant mettent au point et utilisent des technologies plus économes que la climatisation, ce qui semble objectivement injuste.

Peut-être que ce type de contexte pourrait permettre de rendre le critère non applicable ?

Critère 8.9 – Le service numérique héberge-t-il de façon distincte les données « chaudes » et « froides » ?

Nous reprenons ici les derniers échanges que nous avons eu sur ce critère avec notre hébergeur Datacampus, pour information : le concept de données « chaudes » et « froides » n'est pas pertinent dans le cadre d'un hébergement internet, car les services en ligne doivent être actifs et disponibles 24h/24. Les données hébergées sur des serveurs internet doivent être accessibles rapidement et en permanence pour assurer un bon fonctionnement des applications et services en ligne.

Peut-être que ce contexte pourrait permettre de rendre le critère non applicable, ou peut-être pourrait-il être reformulé différemment ?

4. Les critères visant à minimiser l'impact environnemental des contenus multimédias et à limiter les stratégies de captation de l'attention font partie des éléments mis en avant. Quelle est votre analyse du traitement des enjeux relatifs à l'économie de l'attention par le référentiel ? Quelles seraient vos suggestions ou compléments à proposer pour réduire l'empreinte environnementale des contenus multimédias ?

Il y a peut-être un élément lié à l'économie de l'attention qui ne fait pas l'objet d'un critère, ou en tout cas pas de façon claire : les *exit-poppers*, à savoir les fenêtres modales ouvertes lorsque la personne visitant le site quitte la zone d'affichage de la page (typiquement pour fermer l'onglet du site).

Cela pourrait être rattaché à des critères existants mais correspondrait selon nous plutôt à un critère à part entière, car ce type de dispositif ne correspond ni à une animation (critère 4.2) ni à une vraie notification système ou du navigateur (critères 4.17 et 4.18).

5. Le référentiel met aussi l'accent sur la maîtrise de l'empreinte environnementale des services numériques émergents dès leur conception, en particulier par des pratiques visant le minage ou la phase d'apprentissage des algorithmes requise pour les services utilisant des systèmes d'intelligence artificielle. Avez-vous des commentaires sur le sujet de l'écoconception des services numériques émergents à considérer pour le référentiel général de l'écoconception des services numériques ?

Nous ne sommes pas réellement concernés par ce type de service numérique en tant que prestataire, mais trouvons ces ajouts légitimes dans le contexte actuel de fort développement de ces dispositifs.

6. Avez-vous d'autres remarques sur le contenu du référentiel général de l'écoconception des services numériques ?

Nous sommes enthousiastes vis-à-vis de ce projet d'évolution du référentiel d'une part, et de la tenue de cette consultation ouverte d'autre part. Nous sommes pleinement disponibles (et intéressés) pour prendre part à l'évolution de ce référentiel à l'avenir, voire à la création d'outils pouvant potentiellement aider à généraliser son adoption par les acteurs de l'industrie.

Concernant les outils complémentaires qui pourraient être pertinents, nous pensons qu'il serait extrêmement judicieux de mutualiser les travaux faits sur la plateforme [ARA](#) pour les besoins du référentiel d'éco-conception. En effet, l'adaptation de cette plateforme dans le contexte du RGEN présenterait l'avantage de fournir :

- un guide d'auto-évaluation
- le calcul du score directement sur la plateforme
- l'archivage et la centralisation des auto-évaluations, en ligne sur une plateforme officielle, ce qui permettrait côté "admin" potentiellement l'obtention de statistiques concernant les auto-évaluations déjà réalisées et leur communication (cela n'est peut-être actuellement pas en place sur ARA, mais c'est une évolution qui serait fort intéressante)
- la génération (au moins partielle) de la page de politique d'éco-conception / déclaration de conformité du service numérique
- la possibilité, comme sur ARA, de proposer différents types d'auto-évaluations : "rapide", "intermédiaire", et dite "de conformité". Cela nous semble un excellent moyen pour acculturer les éditeurs de services numériques à la question de la conformité RGEN, en permettant aux prestataires de créer facilement et rapidement des pré-audits d'évaluation, première étape pour "vendre" le principe d'une évaluation complète voire la mise en place d'un schéma pluriannuel d'amélioration du service.

Notes complémentaires

- Il y a deux typos sur l'objectif du critère 4.17 : "Il s'agit donc **de** réfléchir à leur inclusion par défaut dans le design du **service** numérique et de réfléchir aux différents formats des notifications selon leur degré d'urgence".
- Nous pensons que le nom « Référentiel Général **d'**Eco-conception des Services Numériques » est plus adapté et fluide en terme de prononciation – et tout aussi grammaticalement correct que "Référentiel Général **de l'**Eco-conception des Services Numériques". Nous préconisons de revenir au premier.